

Editorial

Assurer une vraie solution politique

Isabelle Biolley

Rubrique vaudoise



Un gros coup de colère, pas mal d'indignation et un doigt d'hypocrisie. Le rejet, par la commission du Conseil des Etats, du remboursement des 2 milliards de primes payés en trop par les assurés de sept cantons, dont Vaud et Genève, provoque un raz-de-marée de réactions ulcérées. Au point que les députés des parlements vaudois et genevois montent au créneau et affichent une unité jusque-là inconnue.

Il a fallu la longue bataille menée par Pierre-Yves Maillard et Pierre-François Unger, les chefs de la Santé vaudoise et genevoise, pour aboutir à la reconnaissance du problème et la promesse d'un remboursement, faite à la fois par le Conseil fédéral et les Chambres. Une loi devrait même permettre de surveiller les assureurs et de régler le remboursement systématique du surplus encaissé, dans les deux années qui suivent, en puisant dans les réserves des caisses. Un projet qui indispose les assureurs. Leur lobby exerce une folle pression sur la commission des Etats qui l'examine: sa présidente, la radicale Christine Egerszegi, s'en est émue cet automne. C'est dire si le terrain est miné et pavé de chausse-trappes.

«Laisser cette injustice sans réponse risque de mettre à mal la cohésion du pays et la solidarité»

Est-ce pour cela que l'on a peu vu de détermination affirmée dans les députations des sept cantons dont les assurés ont été floués? En face, en revanche, l'énergie n'a pas manqué aux parlementaires pour débusquer la moindre faille juridique des différentes solutions de remboursement qu'ils ont exigées des Cantons.

Dans ce contexte, que vaudront les roulements d'épaules des parlements cantonaux? Peu de chose. L'essentiel, pour beaucoup d'élus fédéraux, semble dorénavant d'obtenir un mécanisme pour régler les différends à venir. On peut les comprendre. Mais laisser cette injustice sans réponse risque de mettre à mal la cohésion du pays et la solidarité entre cantons. Le parlement serait bien inspiré de sortir du juridisme étroit pour construire une solution politique.

Page 5

Burki Lausanne a identifié 300 fraudeurs à la taxe au sac



Réflexions

Des élections porteuses d'espoir en Israël?

L'invitée

Céline Rozenblat
Représentante
du JCall* à Lausanne

Une fois de plus, les résultats des élections israéliennes ont déjoué toutes les prévisions qui annonçaient une victoire probable des partis de droite et d'extrême droite, reflet de la droitisation de la société israélienne. Cette société échappe à toutes les catégorisations réductrices dans lesquelles on l'enferme souvent.

La place centrale accordée au conflit avec les Palestiniens n'est pas la seule fracture divisant la société israélienne, et elle n'a pas été déterminante dans son choix électoral. Deux autres l'ont davantage mobilisée: la fracture sociale grandissante, dont l'ampleur des manifestations de l'été 2011 a témoigné; celle qui sépare les citoyens supportant l'essentiel de la charge de l'Etat et une autre partie de la population, composée de juifs orthodoxes, qui vit à ses dépens.

C'est sur cette dernière question que le parti Yesh Atid («Il y a un avenir») de l'ex-journaliste vedette de la télévision Yaïr Lapid a axé sa campagne et qu'il a mobilisé un électoralat laïc et urbain qui, pour une partie, s'était éloigné des urnes ces dernières années. Mathématiquement, le «bloc de droite» fait jeu égal avec le «bloc de gauche» (60-60).

Mais Netanyahu, à la tête de la liste commune Likoud-Beteinou, sort affaibli avec 31 députés (contre 42 précédemment). Appelé par le président Peres à former le futur gouvernement, il a annoncé qu'il allait constituer un cabinet le plus large possible, le préférant à un gouvernement composé avec ses alliés naturels que sont les partis orthodoxes et le parti national-religieux.

Lapid, dont la liste centriste vient en second avec 19 députés, est le véritable vainqueur de ces élections. Il a déjà notifié qu'il était prêt à entrer dans un gouvernement élargi au centre pour s'atteler aux réformes sociales sur lesquelles il avait fait campagne. L'autre gagnant est Naftali Bennett, qui a multiplié presque par quatre le nombre de députés du parti national-religieux proche des colons (11 par rapport à 3).

Les tractations vont aller bon train ces prochaines semaines pour constituer une coalition qui devra faire face à deux enjeux majeurs:

- le budget, que le gouvernement sortant n'avait pu faire voter alors qu'Israël est confronté à un déficit record (9,75 milliards de francs, soit 4,2% du PIB) et que la crise économique, qui l'avait épargné jusqu'à présent, commence à se faire sentir;
- la question palestinienne, où la position de statu quo du gouvernement sortant ne sera plus longtemps tenable.

«Puisse le résultat impulser une nouvelle dynamique au Proche-Orient»

C'est précisément face à l'urgence de mettre fin à ce statu quo que JCall soutient la solution de deux Etats. Espérons, dans cette perspective de nouvelle configuration politique, que les alliés d'Israël en Europe sauront saisir l'opportunité pour impulser, en collaboration avec les Etats-Unis, une nouvelle dynamique au Proche-Orient en faveur de la paix.

* Réseau juif européen pour Israël et pour la paix

Initiative Minder: ne cédon pas au populisme

L'invité

Claude Béglé
Directeur général
de SymbioSwiss

Le débat sur l'initiative Minder allume déjà bien des passions. Les uns partent en croisade, d'autres sont plus réservés. Il est juste que chacun défende ses opinions, à condition toutefois de se montrer respectueux des autres, que le débat reste factuel et objectif, et qu'on évite de tomber dans des dérives démagogiques ou populistes.

Sur le but recherché, il me semble qu'il n'y a pas débat: presque tout le monde souhaite a priori une société basée sur l'éthique et évitant les abus. Et c'est vrai qu'il y a eu des abus, dans le secteur financier notamment. Ce qu'il convient donc de faire, c'est de mettre en place les meilleurs instruments possible pour réglementer cette question et empêcher à l'avenir de telles dérives. En d'autres termes, il faut trouver le médicament approprié pour prévenir l'infection, mais sans pour autant que ses effets secondaires n'accablent le patient.

Il s'agit donc d'une discussion essentiellement technique, portant sur les modalités de rémunération des dirigeants et les règles de bonne gouvernance des grandes entreprises cotées en Bourse.

Dans ce débat, on peut comprendre en partie les arguments des uns comme des autres. Je reconnais que notre système basé sur le consensus présente quelques revers de médaille, dont une forme d'immobilisme au sein de certains conseils d'administration, voire un manque d'indépendance de ceux-ci par rapport à leurs directions respectives. Il serait aussi bon de parler

du rôle toujours plus tenu des actionnaires de base au sein des grands groupes, souvent représentés par des fonds de placement ou de pension.

En revanche, ce ne sont pas les diatribes démagogiques, souvent excessives, qui vont permettre la recherche d'une solution équilibrée. Une fois de plus, oui, il faut veiller à l'éthique des entreprises. Mais ce n'est pas parce que certains ont commis des excès qu'il faut mettre dans le même sac tous les dirigeants d'entreprise. Evitons les discours extrémistes et les solutions excessives!

Faisons surtout attention à ce que l'environnement institutionnel et réglementaire dans lequel auront à œuvrer nos entreprises reste concurrentiel en comparaison des pays qui nous entourent. Nous ne pouvons agir comme si nous vivions isolés du reste du monde. Nos grandes entreprises œuvrent pour la plupart sur les marchés internationaux et ce sont les règles

«Il en va de la compétitivité de notre pays et de nos emplois»

de ceux-ci qui comptent pour elles. Sinon, à nous d'assumer à moyen terme les pertes d'emplois qui en résulteraient.

En bref, qu'on soit d'un bord ou de l'autre, analysons les choses de façon objective et raisonnable. Evitons toute forme de populisme, quel qu'il soit. Restons sereins et évitons de jeter le bébé avec l'eau du bain. Il en va de la compétitivité de notre pays et de nos emplois. C'est pour cela que je voterai pour le contre-projet.



Dans la rubrique High-tech

Droit d'auteur Les producteurs de disques français veulent une taxe similaire à celle que les éditeurs de journaux réclament à Google. taxe.24heures.ch



Dans la rubrique Savoirs

Revues scientifiques Si l'argent public finance la recherche, les publications profitent à des privés. L'EPFL prend des mesures. libre.24heures.ch